

LES CHEMINOTS, DEFENDONS LE SERVICE PUBLIC !

L'impact de la grève à la SNCF est toujours aussi fort à chaque épisode, n'en déplaise au PDG Pépy. Loin de s'essouffler, le mouvement gagne en profondeur. La campagne de dénigrement des cheminots dans l'opinion a globalement échoué. La légitimité des cheminots à défendre le service public est largement reconnue. L'implication dans la défense du service public gagne du terrain.

La gravité des effets du projet Macron-Philippe de mise en concurrence et de privatisation apparaît de plus en plus en plus nettement. La livraison du marché à la concurrence privée ne peut que peser sur le service public, notamment les petites lignes et sur le fret.

La sombre expérience en France est faite depuis 25 ans dans les secteurs publics déjà mis en concurrence et plus ou moins privatisés.

Les prix de l'énergie ont explosé (+ 70% pour le gaz depuis 2004). La sécurité d'approvisionnement n'est plus assurée. GDF a tout simplement disparu. Dans le ferroviaire déjà, la mise en concurrence du fret s'est traduite par une réduction de 40 % du trafic au profit des transports polluants.

Macron, les médias, la droite LR et LREM, le PS qui accompagnent l'Union Européenne du capital et préparent la privatisation depuis des années, n'arriveront pas à éluder la question des conséquences de la livraison du rail à la concurrence privée, et de la privatisation de la SNCF, au centre du projet de loi.

Faire passer les cheminots pour des «*privilegiés*» ne tient pas. L'attaque contre leur statut est directement mise en lien avec la volonté de précariser tous les salariés, après les ordonnances de l'automne 2017 et les menaces sur l'assurance chômage.



Il est clair que le gouvernement cherche à isoler les cheminots avant de passer à un nouveau démantèlement des régimes de retraite.

En même temps, Macron a réduit l'ISF sur les fortunes financières, diminué les impôts des spéculateurs et multiplié les cadeaux au patronat. Ailleurs, le développement de luttes coïncide avec le mouvement cheminot : fonction publique, universités, justice de proximité, hôpitaux, EPAD, hausse de la CSG, baisse des retraites...

La question du manque de financements est ce qui est commun à tous les services publics ... et pourtant les moyens existent!

Dette de la SNCF : l'argent de la BCE pour les services publics, pas pour la finance !

La reprise de la dette par l'Etat ne doit pas être à la charge des automobilistes ou des contribuables ni entraîner une nouvelle baisse de la dépense publique utile. La reprise de la dette doit s'accompagner d'une renégociation et d'une conversion en **une dette à très long terme et à taux très bas**.

La Caisse des dépôts pourrait être chargée de cette opération et demander **un refinancement à la BCE**.

Il faut libérer la SNCF du coût excessif de la dette.

En 2016, 2,7 milliards sont allés aux banques et aux assurances, pour l'essentiel en charges financières.) soit presque un tiers de la masse salariale !

Le coût élevé de la dette contractée sur les marchés financiers (sur 50,8 milliards empruntés par SNCF Réseau, 46,4 milliards l'ont été par émissions d'obligations), et les intérêts qu'ils continuent d'exiger pour les nouveaux emprunts de la SNCF leur permettent de pomper les richesses créées par les cheminots et la SNCF et empêchent son développement.

Mais il faut aussi financer de nouvelles dépenses pour le service public ferroviaire de **voyageurs et du fret** : nouveaux investissements dans le matériel et les infrastructures, **embauches et revalorisation salariale**, recherche et développement (R&D)...

C'est indispensable pour faire face à l'état dégradé des infrastructures, à l'engorgement des transports urbains, à l'alternative au tout-camion avec le développement du fret et du ferroutage, à l'arrivée de nouvelles technologies économes en énergie pour lutter contre le réchauffement climatique, au besoin de cohérence entre les systèmes de transports à l'échelle de l'Europe, et au besoin de consolider le statut des cheminots.

Le PCF propose de sortir la SNCF de l'étau des marchés financiers.

Il faut de l'argent pour développer ces services publics ! Où trouver les financements ? Au-delà de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, arrêtons de livrer notre endettement aux marchés financiers auxquels l'État - (et donc les contribuables)- paye plus de 40 milliards d'intérêts par an. La **Banque centrale européenne** (BCE) injecte dans le même temps des centaines de milliards d'euros sur les marchés financiers (environ 30 milliards d'euro chaque mois!).

Cet argent ne doit plus aller à la spéculation, aux délocalisations ou aux destructions d'emploi, mais aux services publics.

Ils auraient les moyens d'assurer les dépenses qui leur permettraient de se développer, d'accroître les richesses produites dans le pays, et ainsi de rembourser, progressivement dans l'avenir, une dette rendue utile et efficace. Avec une gestion démocratique accordant des droits nouveaux d'intervention aux salariés et une stratégie plus proche des usagers pour mieux répondre à leurs besoins et pour réussir la transition écologique.



Dans l'immédiat, le PCF exige

1. Des négociations autour d'un plan d'avenir pour le transport ferroviaire ;
2. Un plan d'urgence d'investissement matériel et humain financé à un taux très bas, par la Caisse des dépôts (CDC) et les banques publiques (BPI France, Banque postale, ...)
3. L'appui de la Banque centrale européenne (BCE) à ce plan en attribuant à ce pôle public bancaire une partie des milliards créés chaque mois, au lieu de les injecter sur les marchés financiers.

